

# Donbass : la faillite de l'Europe

Dans le Donbass, à l'est de l'Ukraine, la guerre commencée en 2014 ne cesse de durer, même si cette zone n'est plus couverte par l'événement médiatique. Les accords de Minsk II, conclu le 11 février 2015 en Biélorussie avec la Russie, l'Allemagne, la France et l'Ukraine ont cherché à mettre un terme aux combats. Étaient présents également les représentants des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Les accords prévoient notamment l'établissement d'un cessez-le-feu dans la région des combats et l'envoi d'observateurs réguliers pour vérifier la réalité de la cessation des affrontements. Or ce point-là n'est pas du tout respecté. Le conflit n'a pas cessé et il continue de faire rage entre l'armée ukrainienne et les groupes de défense du Donbass. Quatre ans de guerre donc, sans qu'une fin des combats n'apparaisse possible pour l'instant. Les chiffres officiels depuis 2014 font état de plus de 10 000 morts, tous camps confondus, de 20 000 blessés et d'un million de réfugiés. C'est une fourchette basse, sûrement en deçà de la réalité. Les réfugiés vont surtout en Russie, mais presque pas dans les autres régions de l'Ukraine. D'une part parce que la population du Donbass se sent davantage russe qu'ukrainienne et aussi parce que la Russie est plus attrayante que l'Ukraine. L'économie y est plus dynamique, les perspectives d'emploi et d'avenir plus grandes. À Kiev, un oligarque a succédé à un oligarque, avec les problèmes de corruption et de détournement de fonds inhérents à ce type de gouvernement. L'Ukraine est un pays qui va mal et où la situation politique demeure dégradée.

## **Un état des lieux très fragile**

La situation humanitaire du Donbass demeure très fragile. La zone subit régulièrement des attaques militaires, que ce soit dans la région de Donetsk ou dans celle de Lougansk, et cela en dépit des accords de Minsk II qui ne sont pas respectés. Les civils souffrent, manquant souvent du nécessaire, avec des difficultés à reconstruire leurs maisons et leurs villages. Les deux Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk sont gérées de façon autonome, avec un chef d'État, un parlement, une armée. Elles ne sont pas reconnues au niveau international, même par la Russie, mais elles existent dans les faits, sinon en droit. Rien ne permet de penser que cette situation va se dissiper et que ces régions vont pouvoir réintégrer l'Ukraine.

C'est une ligne de 500 km qui s'étire de la mer d'Azov jusqu'au fleuve Don. Une frontière dessinée avec Minsk II pour geler les combats. Un *no man's land* a même été défini, une zone

grise où les populations n'ont pas le droit de se rendre, même si des personnes y habitent encore. Le Donbass est une région russophone, où la langue officielle est le russe et l'ukrainien. En Ukraine, en revanche, l'ukrainien a été imposé dans les écoles, ce qui revient à exclure le russe, ce qui ne facilite pas la réconciliation des deux parties. Le russe est pourtant la langue historique de nombreuses personnes vivant en Ukraine. Cette imposition forcée de l'ukrainien, langue créée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ne mécontente pas que les russophones, mais aussi les Hongrois de la Transcarpatie, qui ne peuvent plus parler leur langue, mais sont contraints de faire usage de l'ukrainien. L'ukrainisation forcée du pays met à mal l'unité fragile de cet État.

Les habitants peuvent traverser cette zone pour se rendre en Ukraine : il y a des *check point* pour que les gens aillent voir leurs familles, mais peu s'y rendent. Pour beaucoup de gens du Donbass, la rupture avec l'Ukraine est définitive, si ce n'est dans le droit international au moins dans les esprits.

### **Quel avenir pour le Donbass ?**

Après quatre ans de guerre et des attaques massives, par les armes et par les mots, la réconciliation entre le Donbass et l'Ukraine apparaît impossible. L'ancien président ukrainien a dit en public vouloir tuer les enfants du Donbass, ce qui n'est pas un prélude à une réconciliation. Même s'ils ne le disent pas toujours ouvertement, beaucoup ont le souhait d'intégrer la Russie. Ils se sentent russes : c'est la même culture et la même histoire. La sécession apparaît donc comme quelque chose de logique, au même titre que les Italiens du XIX<sup>e</sup> siècle qui voulaient rompre avec l'Autriche pour s'unir au nouveau royaume issu du *Risorgimento*. Ces terres ont été plus longtemps russes qu'ukrainiennes : ce sont des terres prises aux Tatars par Catherine II. L'Ukraine reste une création récente, une création de compromis de la part des bolchéviques. C'était un moyen de modérer le nationalisme ukrainien qui était très hostile à l'idée soviétique. Ces constructions nationales de fraîche date ont été détruites par les guerres et les drames du XX<sup>e</sup> siècle, poursuivis par le conflit qui dure depuis 2014.

Mais c'est un cadeau empoisonné pour la Russie, qui n'a pas envie de récupérer le Donbass. Elle a certes récupéré la Crimée, parce que c'est une région stratégique qui a toujours été russe. Mais récupérer le Donbass serait trop dangereux. Il y a des risques de sanctions et des problèmes internationaux en perspective. Pour la Russie, c'est plus une épine qu'une promesse. D'autant que si ces régions étaient intégrées à Moscou, l'Ukraine pourrait ukrainiser tout le pays et intégrer l'OTAN et l'UE, ce qui est contraire aux intérêts russes, Moscou n'ayant aucune envie de se retrouver avec des missiles de l'OTAN sur le sol ukrainien. Mieux vaut donc laisser la situation

telle qu'elle est, faire réintégrer ces régions, sous une forme d'autonomie, empêchant l'Ukraine de fonctionner et notamment d'intégrer l'OTAN et l'UE. Ce serait plus habile pour Moscou, qui de toute façon bénéficie d'un fort capital de sympathie dans le Donbass, région très riche notamment pour ses mines de charbon.

L'autre possibilité est que le Donbass devienne complètement indépendant. Avec huit millions d'habitants, des mines de charbon, un accès à la mer Noire et une bonne entente avec le voisin russe, l'État pourrait être viable. C'est probablement ce qui arrivera ; le droit finissant par se caler sur le fait. De toute façon, la réconciliation entre Kiev et Donetsk apparaît aujourd'hui impossible.

### **Le syndrome yougoslave**

Le grand perdant, le grand vaincu de ce conflit, c'est l'Union européenne. Déjà l'UE avait été incapable de construire la paix en Yougoslavie, devant faire appel aux Américains pour aboutir aux accords de Dayton (1995). Puis sur la question du Kosovo elle s'est complètement enlisée et embourbée dans ses contradictions. Si le Kosovo peut devenir indépendant grâce à un référendum, pourquoi pas la Crimée, pourquoi pas le Donbass ? Le précédent kosovar, outre qu'il a fâché l'Europe de l'Est avec l'Europe de Bruxelles, a montré les contradictions de la politique européenne, qui appliquent des principes ici et les refusent ailleurs.

On ne cesse de nous dire que l'Europe c'est la paix. Mais l'Europe a été incapable de rétablir la paix au Pays basque contre l'ETA ou en Irlande contre l'IRA. C'est l'Espagne et le Royaume-Uni qui ont réglé ces dossiers. L'Europe, c'est-à-dire l'UE, a été incapable de rétablir la paix en Yougoslavie et d'éviter les drames de l'éclatement de la région. Aujourd'hui, elle n'est pas capable de rétablir la paix dans une région d'Europe, le Donbass, ni de discuter avec la Russie. L'Union européenne n'a pas apporté la paix. Elle s'est construite parce que les États se sont réconciliés entre eux et parce qu'ils ont voulu la construction européenne. Aujourd'hui, l'UE est en faillite. Passons sur la question de l'euro, qui éclatera un jour. L'UE est incapable de résoudre le dossier migratoire et de sécuriser la Méditerranée. Elle est tout aussi incapable d'apporter la paix dans le Donbass, où se sont tenus des matchs de l'Euro de foot 2012. En six ans, que de changements. Cela rappelle le stade olympique de Sarajevo détruit par la guerre. Ni l'UE ni le sport n'apportent la paix. Au Donbass, comme au Kosovo déjà, l'UE montre à ses peuples sa faillite et son incapacité à faire autre chose qu'obéir aux directives de Bruxelles pour les normes intérieures et de Washington pour les questions internationales. Cette question-là sera-t-elle

portée lors des Européennes de 2019 ?

### **Comment faire la paix, comment bâtir un peuple ?**

Pour l'Europe, le Donbass est le laboratoire de deux questions majeures : comment construire un peuple, comment construire la paix ? L'armée ukrainienne a du mal à recruter et elle connaît beaucoup de désertions. Il est difficile d'expliquer à ces hommes qu'il faut aller combattre dans un territoire qu'ils ne voient pas comme étant le leur. Au Donbass au contraire, les hommes et les femmes luttent pour leur survie, pour leur maison et pour leur terre. La guerre est ici asymétrique, non pas au sens d'une asymétrie de l'armement, mais dans une asymétrie des intérêts de la guerre. Ce n'est pas la même chose de lutter pour sa terre et la liberté de sa culture que pour prendre une terre qui intéresse peu. La population du Donbass est donc prête à combattre et à mourir. S'il y a eu des réfugiés, c'est essentiellement dans les zones de combat. Désormais, la population reste et se défend. Pourquoi rester sur une terre en guerre alors que l'on peut partir et avoir un avenir matériellement meilleur ailleurs ? Cela rejoint le mystère de la culture, de la nation et du sentiment charnel de l'appartenance à un lieu et à une patrie. La dynamique culturelle est engagée dans la défense de ce que l'on est, de l'être intime qui explique pourquoi des hommes sont prêts au sacrifice et à mourir, alors qu'il leur serait tellement plus facile de partir et de vivre heureux ailleurs ; mais ils ont un chez eux. Face à l'islamisme, la question va se poser aussi en Europe de l'Ouest. Partir ailleurs, ou lutter, voire mourir, pour défendre sa culture et sa terre ? C'est peut-être pour éviter cette question qui touche à l'existence des peuples et à l'essence de la construction européenne que l'on ne parle plus du Donbass.